

Chroniques éparpillées

d'une dérive: 9

Cette fin d'époque appelle ça et là d'insoutenables tenailles. Tout semble pris entre deux mâchoires, nous explique-t-on du côté de ceux qui prennent les décisions. Cela justifie bien des choses. Et participe de la dérive.

Prenons un exemple: Les gouvernants se disent prisonniers d'un étau infernal. D'un côté il y a ce qu'ils appellent la crise économique - ils se contentent d'ailleurs de la nommer, comme si elle était tombée du ciel, par hasard, comme une maladie incurable quelconque -, de l'autre les licenciements massifs qu'elle entraîne, disent-ils, automatiquement. C'est ça la tenaille qui les tient. Disent-ils. Alors, tenaillés de la sorte, ils cherchent un juste milieu. Disent-ils. Et, comme par miracle, ils le trouvent. Il faut répartir plus équitablement le travail. Soit. Mais comment le répartir? Là aussi, ils ont une réponse: il faut diminuer le temps de travail. Resoit.

Jusqu'à-là, ça a presque l'air révolutionnaire. Je me souviens même que, vers la fin des années soixante-dix, je défendais, avec mes camarades d'alors - nous étions presque les seuls hélas - la diminution du temps de travail, les 35 heures, en tant que mesure préventive contre le chômage massif. Aujourd'hui, les propositions venues d'en haut font pâlir nos 35 heures d'alors. On va jusqu'à proposer la semaine de 32 heures. Même les patrons mordent à l'hameçon. Et les syndicats l'ont déjà fait ou sont en passe de le faire. Il y a un nouveau contrat social dans l'air.

C'est vrai que l'offre est alléchante. Trente-deux heures, c'est la semaine de quatre jours. Restent trois jours entiers pour le temps libre, la famille, les achats. Un week-end de trois jours: on part le jeudi soir et on revient le dimanche. Chacun pourra intercaler de petites vacances hebdomadaires dans son calendrier des loisirs. Fini le stress? Finie la vie d'esclave où l'homme était attaché pendant quarante heures à la machine? Fini le cycle infernal travailler-pour-vivre vivre-pour-travailler?

Il n'y a qu'une chose de louche dans tout ça. Pourquoi, il y a quelques années encore, refusait-on ne serait-ce que de discuter de la semaine de 35 heures, alors qu'aujourd'hui on semble aller au-delà de ce que le plus hardi des révolutionnaires avait osé rêver il y a peu? Et puis, ce qui cloche encore, c'est le renversement des rôles: combien de batailles sociales a-t-il fallu livrer avant que les patrons ne concèdent la journée de huit heures ou la semaine de quarante heures? Et aujourd'hui, alors qu'aucun ouvrier ne bouge, on propose de baisser, mine de rien, de 20% le temps de travail. Serait-ce pour récompenser enfin les centrales syndicales qui, jusqu'ici, ont avalé sans trop s'aigrir tous les bobards et tous les démantèlements qu'on leur a offerts? D'après la

devise: vous l'avez bouclée jusqu'ici, on vous fait un cadeau (à condition que vous continuiez à la fermer)?

De deux chose l'une. (L'autre c'est le soleil). Ou bien les grands de ce monde, tenaillés par le remords, voudraient racheter leurs âmes noircies par le profit et les calamités qu'ils ont déversées sur la planète, ou bien ils sont en passe de mettre en scène la plus grande arnaque du siècle. Comme je les connais, c'est plutôt vers cette deuxième hypothèse que penche la réponse. Parce que, quoique mentionné seulement en petits caractères dans les journaux, le hic de l'affaire se trouve en annexe. La semaine de quatre jours n'est que le début de la phrase. La diminution du temps de travail n'est que le début de l'idée. Dans le genre, j'ai deux nouvelles, je te dis d'abord la bonne. Parce que la mauvaise est vraiment mauvaise. Si l'on diminue le temps de travail, il faut aussi baisser les salaires. Disent-ils.

Voilà le résultat de la tenaille. Coincés entre l'impopulaire crise économique et le chômage plus impopulaire encore, les politiciens les plus fûtés jouent la carte égalitaire. Et risquent de gagner cette gigantesque partie de poker sociale de la fin du millénaire. On vous met pas à la porte, disent-ils, en contre-partie vous êtes d'accord pour gagner moins. Qui n'accepterait pas? Qui ne céderait pas à un tel chantage?

Mais il ne faut pas accepter! La logique qui en découle est terrible. Elle va dans trois sens au moins. Tout d'abord, les salariés ne travailleront pas moins, mais plus, parce que ce qu'ils faisaient avant en quarante heures, ils devront le réaliser en trente-deux à présent. Après tout, la capacité de production des entreprises ne baissera pas. Cela nuirait à ce qu'ils appellent la compétitivité. Et croire que les patrons se mettront à embaucher, relève plutôt du rêve que de la réalité. Le salarié qui aura ainsi trimé passera la journée gagnée à se remettre de ses efforts. Puis, à la fin du mois, quand il fera ses comptes, il s'apercevra que la baisse de son salaire ajoutée à la perte normale de son pouvoir d'achat limiteront sensiblement sa vie en famille, son temps libre et ses achats.

Et enfin, comme il aura moins d'argent à dépenser, les marchandises qu'il aura contribué à produire se vendront mal, ce qui, comme dans un jeu de l'oie, ramènera tout le problème à la case de départ. A cette différence près que, quand ceux qui prennent les décisions se rediront prisonniers des deux mâchoires d'une nouvelle tenaille, lui, le salarié qui aura gobé l'histoire d'avant, se sera fait dépouiller d'une bonne partie de son salaire. Et, en Europe, il n'y aura plus seulement quelque vingt millions de sans travail. Chacun sera, avec ses huit heures en moins, un chômeur partiel.

Jean Portante

Note de l'auteur: La présente chronique, bien entendu, reste nomade en 1994. Elle se fait d'un journal à l'autre. Si la huitième se trouvait dans le GRENGESPOUN du 8 janvier, la dixième sera accueillie par le ZEITUNG du 23 janvier, alors que la onzième pourra être lue dans les colonnes du PHARE à la fin du mois.